



## Journées thématiques "Education"

**21-22 Octobre 2010**

**Dijon (France)**

Journées thématiques "Education" du GDR Economie du développement et de la transition. les 21 et 22 octobre 2010 à l'IREDU, UMR 5225 CNRS-Université de Bourgogne, Dijon

### **Appel à propositions**

Suivant la logique des journées du GDR, ce moment donne l'opportunité d'échanger sur des travaux récents, en voie de finalisation ayant en partage la démarche de recherche d'efficacité et d'évaluation propre à l'économie, ceci appliquée au champ de l'éducation. L'intérêt sera porté tant sur l'analyse économique interne des systèmes éducatifs qu'aux questions posées par le rendement des acquis de l'école sur le marché du travail.

Dans les approches de l'économie du développement et de la transition, plusieurs questions liées à l'éducation paraissent d'actualité. Là comme ailleurs, la question de la crise revient. Ceci peut toucher, en premier le financement de l'éducation, l'aide bilatérale et multilatérale va-t-elle s'en trouver contractée ? Les processus spécifiques liés à l'achèvement d'éducation pour tous dans le contexte des objectifs du millénaire (ODM) sont-ils poursuivis et sous quelles formes, va-t-on vers moins d'État éducateur et plus d'opérateurs déconcentrés ? Alors que l'accès à l'éducation de base se définissait presque, dans ces ODM, comme un bien public mondial, va-t-on assister à un phénomène de sélectivités et d'éligibilités accrues au sens de Burnside et Dollar (2000 & 2004) ? Qu'advient-il alors des pays ou zones stigmatisées par les conflits et la fragilité et des enjeux spécifiques à ces zones tels que soulignés par Adam et al. (2008).

Une seconde question porte sur la « production d'école », cette contrainte d'associer l'éducation pour tous et le cercle des possibles du financement ne va-t-elle pas entraîner une restructuration de l'offre éducative ? Cette analyse doit être renouvelée en tenant compte du fait que le secteur éducatif avec l'échéance des ODM, et les protocoles comme l'initiative Fast Track a été largement étudié ces dernières années par des analyses sectorielles (RESEN, PRSP,...).

Ceci touche bien sûr une logique de choix des politiques publiques. L'État central reste-t-il l'opérateur, ou doit-il se limiter aux seules questions de régulation et de certification ? Ceci touche aussi la vision économique des coûts de l'éducation. D'autres modes d'organisation de l'école tels qu'expérimentés dans le Sud asiatique et l'Amérique latine, sont-ils adaptables et peuvent-ils être efficaces dans des régions, comme l'Afrique francophone, où la notion d'État central pourvoyeur de l'éducation reste très présente.

Ce questionnement débouche immédiatement sur le lien entre école et contexte socioéconomique des populations accédant aux services éducatifs. Dans la suite de Pritchett (2001), il reste certain que toute offre éducative reste confrontée à la demande d'éducation des familles. Ceci pose leur réticence envers l'école pour des raisons de coût d'opportunité et de défiance envers le service éducatif offert. Sur ce point, il est bien évident lorsque l'on évoque l'éducation pour tous que les questions d'inégalités, de spécificités des groupes sociaux fragiles et des minorités vont représenter les enjeux principaux pour l'accès à l'école des deniers centiles en termes de pauvreté économique et sociale. L'école des plus pauvres tend à montrer à travers les analyses chères aux économistes, expérimentations ou pseudo fonctions de production d'école, paraît dégager de plus faibles effets au niveau de la classe, ce qui en particulier minimise l'impact de l'enseignant. Il paraît donc nécessaire de s'interroger si ceci s'explique par des différences nettes de fonctionnement de l'école ou de simples questions de validité de la mesure. Pour l'analyse économique le développement de l'analyse expérimentale et aussi celle de l'information statistique donnée à travers les récentes et nombreuses enquêtes, comme les DHS, QUIB,... donne une large impulsion à des travaux potentiels sur ces questions.

Dans le rapport à l'éducation des groupes sociaux, une question repose sur les références internationales dans l'offre d'éducation, en particulier pour les études avancées. Ceci touche la question de la mobilité étudiante, de la reproduction des élites techniques dans une offre totalement hiérarchisée au niveau mondial qui risque d'accroître certaines inégalités ; voir même l'efficacité, à terme, de maintenir une offre d'études avancées et performantes dans les pays en développement si les pays du Nord cherchent à s'attirer les élites du Sud. Le passage à une société de la connaissance peut rendre le bien public éducation plus proche des logiques de biens industriels soumis aux normes techniques et à la compétitivité.

Enfin restent les questions liées à l'efficacité économique externe de l'éducation dans un contexte de développement. Le rendement de l'éducation reste largement marqué par les effets fixes nationaux, toutefois sur le moyen terme des convergences sont visibles, avec à l'évidence les situations de passager clandestin et de trappe à pauvreté qui en découlent. Toujours dans le cadre d'une approche économique de la question, l'autonomie ou le parallélisme entre compétences produites et compétences utilisées sur la marché du travail

demande à être à nouveau précisé. Les questions de la sur éducation et des goulots de compétences, ont-elles des incidences économiques différentes le long de l'échelle de développement ? A l'évidence la valorisation de l'éducation pose aussi des questions maintenant abordables avec les enquêtes internationales d'évaluation, comme TIMSS ou PISA et permet d'explorer si existe un lien direct avec la qualité de l'éducation et son rendement qu'il soit individuel ou sur la croissance macroéconomique.

### **Modalités pratiques**

Dans cette problématique, des propositions de communication sont sollicitées auprès des chercheurs affiliés ou non aux équipes membres du GDR. La **date limite** des soumissions est fixée au **21 juin 2010**. Les propositions, avec indexation JEL, peuvent prendre la forme d'un texte intégral, non finalisé le cas échéant, ou d'un résumé substantiel décrivant la méthode d'analyse.

Ces propositions pourront être envoyées dans les formats usuels à : [iredu@u-bourgogne.fr](mailto:iredu@u-bourgogne.fr)  
Une réponse sera donnée **mi juillet** après avis du comité de pilotage du GDR.

**Le Comité local d'organisation** est composé de Nadir Altinok ([nadir.altinok@gmail.com](mailto:nadir.altinok@gmail.com)) et Jean Bourdon ([jean.bourdon@gmail.com](mailto:jean.bourdon@gmail.com)) qui sont à votre écoute en rapport à toutes questions sur ces journées. Les modalités pratiques seront précisées, à mesure, sur les sites du GDR et de l'Iredu (<http://iredu.u-bourgogne.fr/toute-lactualite/actualites-interne/166-journees-thematiques-education.html>).

Dans l'attente et le plaisir de pouvoir vous accueillir à Dijon.

Thematic workshop on "Economics of Education" GDR Economie du développement et de la transition. October 21th and 22th, IREDU, UMR 5225 CNRS-University of Burgundy, Dijon

### **Call for papers**

This workshop is intended to share results and gather feedbacks on works in progress or completed of the economic approach of efficiency in the field of education, putting forward policy implications posited in development agendas ; issues related to both the economic treatment of education production, on one hand, and to the analysis of returns from education on the labor market, on the other hand, are relevant.

In the field of the Development and Transition economics various issues concerning education are on the spot. Among them, as elsewhere, the context of economic crisis is present. Here the main concerns are linked with the financial issue. Flows of aid, bilateral and multilateral, could be affected. As a side effect, the second MDG (Education for all- EFA) could be impacted and its target could be delayed. This evolution could generate some moves as the decreasing position of central state as education provider and the consolidation of alternate stakeholders. While access to basic education is almost defined in the MDGs as a global public good, will we witness, for education, a phenomenon of selectivity and increased eligibility in the context described by Burnside and Dollar (2000 & 2004)? What happens, in this context, when countries or areas are stigmatized by conflict, fragility and issues specific to such areas as outlined by Adam et al. (2008).

A second question is linked with the "school production function" ; will the stress of combining EFA goal and the feasible domain for funding lead to a restructuring of educational provision? This analysis should be revisited taking into account that the education sector with the deadline of the MDGs, and protocols such as the Fast Track Initiative have been widely studied in recent years by sector analysis and pro poor programs. This topic leads to a public choice issue: is the central government still the provider, or should it be limited to questions of regulation and accreditation? This also affects the economic vision of education costs. Are other modes of school organization as experienced in South Asia and Latin America, flexible and can they be efficient in areas such as Francophone Africa, where the concept of central government as provider of education remains dominant.

Consequently, we have to question the link between school and socioeconomic background of people accessing educational services. In the context depicted by Pritchett (2001), it remains certain that any educational provision continues to face the demand for education of families. School participation is hindered for reasons of opportunity cost and distrust of the educational service offered locally. On this point, it is obvious, when talking about EFA that issues related to inequality, vulnerable social groups and minorities participation will represent major challenges for access to school. The school for the poorest tends to show low-level class effects and small impacts of teacher characteristics on pupils progress. It seems necessary to ask whether this type of results are explained by differences in

instruction or more in relation to the measurement process of pupils' progress. For this economic approaches, including experimental and information provided by the many recent surveys, such as DHS, CWIQ ... give a large boost to potential work on these issues.

In terms of attitudes of social groups towards education, an issue related to international benchmarks when comparing provision of education, especially for advanced studies. This joins issue such as student mobility, reproduction of technical elites in a context of fully ranked education supply worldwide. This perspective can increase inequalities, impact the effectiveness, of maintaining an effective supply for advanced study in developing countries, if the North seeks to attract the elite of the South. The transition to a knowledge society can make education, as a public good, closer to industrial goods subject to technical standards and competitiveness.

Finally, we are also faced to issues related with economic effectiveness of education on the labor market in a development context. The return to education is still largely influenced by the local fixed effects; however, the medium-term convergence is visible and generates free rider situations and poverty trap. In such an economic approach, the issue of autonomy or parallelism between skills produced and skills used on the job market needs to be further clarified. Does the question on education returns and skills bottlenecks or mismatches have different economic impacts along the scale of development? Some questions are now accessible with the dissemination of international analyses database like TIMSS or PISA, giving surveys on pupils assessments and so offering capacity to explore at link within the quality of education performances and effects like individual returns to education or macroeconomic growth.

### **How to submit?**

Within this framework tender for proposals are kindly requested from colleagues affiliated or not to GDR's research teams. The **deadline** for submission is **June the 21th**. Applications, with JEL indexation, could be both presented as full document, even as work in progress, or comprehensive abstract.

Proposals have to be sending in a usual format to: [iredu@u-bourgogne.fr](mailto:iredu@u-bourgogne.fr) An answer will be communicate to authors for **mid July** after endorsement by the GDR scientific board.

**The Local committee** managed by Nadir Altinok ([nadir.altinok@gmail.com](mailto:nadir.altinok@gmail.com)) and Jean Bourdon ([jean.bourdon@gmail.com](mailto:jean.bourdon@gmail.com)) stays at your disposal for every question concerning this event. Practical details and complements will be delivered, on time , through GDR and Iredu websites (<http://iredu.u-bourgogne.fr/toute-lactualite/actualites-interne/166-journees-thematiques-education.html>).

In the hope to welcome you in next October.